

Introduction

gouvernement, la fermeture du site ou devait se tenir le forum et l'annonce que les frais d'hôtels et autres ne seraient pas couverts par le ministère, ce qui violait les accords signés avec le comité d'organisation. Événement majeur car jamais, au cours des quatre dernières décennies, un État n'avait osé imposer, d'une façon si directe et si brutale, son ordre du jour dans un forum social et, plus généralement, dans une initiative de la société civile internationale – comme si la séparation entre État et société civile avait cessé d'exister.

Si j'évoque dans cette introduction l'« affaire du forum social de Madrid », c'est parce qu'elle est révélatrice de l'évolution des rapports de force entre le mouvement social et ceux qu'il combat aux quatre coins de notre planète. Pendant les cinquante années qui ont suivi la victoire sur le fascisme, le mouvement social global a été à l'offensive, que ce soit dans les métropoles industrielles ou sous la forme du gigantesque mouvement anticolonialiste. Ce furent cinq décennies de combat, cinq décennies de conquêtes et d'acquis. Si je devais choisir un thème qui soit représentatif de ce demi-siècle, je choisirais celui des « droits ». La seconde moitié du XX^e siècle est celle du Droit et de la conquête des droits : la Déclaration universelle des droits de l'homme, les conventions de Genève ou la très longue liste des résolutions des Nations unies imposent le droit des peuples à l'autodétermination, régulent le droit

des minorités nationales ou linguistiques, les droits des femmes, des enfants et d'un grand nombre d'autres groupes soumis à une oppression spécifique. En général, la reconnaissance de ces droits a été imposée aux gouvernants par le combat des peuples et des groupes opprimés, et même s'il ne s'agissait souvent que de simples déclarations de principe, leur caractère normatif ne peut être sous-estimé.

Le tournant du millénaire marque la fin de ce demi-siècle de conquêtes des droits. Tout se passe comme si les néoconservateurs nous disaient : « La fête est finie et, à partir de maintenant, on organise le monde selon nos seuls intérêts, par la guerre s'il le faut. » Cette « reconquista » du XXI^e siècle passe par la dérégulation des droits et des acquis, mais surtout par une guerre de recolonisation dont le Proche-Orient est le théâtre prioritaire et l'État d'Israël l'acteur principal. Les objectifs sont de mettre à genoux la puissance régionale que représente l'Iran, de casser le régime syrien et de mettre fin à la lutte de libération nationale palestinienne. Courageux mais pas téméraires, les Bush et Olmert préfèrent s'en prendre aux courants islamistes liés – ou supposés l'être – à Téhéran (le Hezbollah au Liban et le Hamas dans les territoires palestiniens occupés) plutôt qu'à l'Iran lui-même dont les moyens de représailles sont loin d'être négligeables. Dotés d'un plan d'ensemble qu'ils ont eux-mêmes nommé « guerre préventive perma-

nente », les dirigeants néoconservateurs se sont lancés dans une bataille qui, après huit ans, se solde par un échec cinglant : l'Irak est un bourbier dont Washington n'arrive pas à se sortir et, en 2006, l'agression du Liban s'est soldée par un fiasco humiliant pour l'armée israélienne.

Il reste donc l'arène palestinienne, là où l'ennemi est le plus faible, où la brutalité ne peut rencontrer qu'une résistance limitée – nous verrons pourquoi dans cet essai. Si la destruction de l'Irak n'a pas été le but de l'agression américaine mais son résultat, le désastre palestinien a été programmé par les stratèges néoconservateurs, en particulier par Ariel Sharon et Dick Cheney. *Détruire la Palestine*, publié aux éditions La Fabrique en 2002, est le titre d'une analyse détaillée de cette agression par la regrettée Tanya Reinhart; et tel est bien l'objectif de la stratégie mise en œuvre par Israël – avec le soutien des États-Unis et le silence complice de l'Europe – dans les territoires occupés. Quatre ans plus tard, on peut faire le bilan de cette politique : un pays détruit, une société désarticulée, un mouvement national en déroute. Les néoconservateurs ne peuvent pourtant pas crier victoire, et ils se gardent bien de le faire, car il y a un plan déterminant sur lequel ils n'ont pas réussi : la capacité de résistance, la ténacité des Palestiniens n'ont pas été entamées, et la victoire du Hamas aux dernières élections législatives le confirme. Certes, la recons-

truction d'un projet national et d'un mouvement national réuni va prendre du temps, et dans les prochaines années l'État juif pourra poursuivre son projet colonial. Mais il suffit de lire l'ancien président du parlement israélien, Avraham Burg (voir p. 57) pour se convaincre qu'il s'agit là d'une victoire de courte durée et qu'à terme, le véritable désastre programmé est celui du projet colonial sioniste lui-même.

Mystifications

Toute guerre est d'abord une guerre de propagande, et celle qui se déroule sur la terre de Palestine ne fait pas exception à la règle. Lisons les titres des grands quotidiens internationaux :

Après que le Hamas s'est emparé du pouvoir à Gaza...

Faux : c'est dans des élections, dont le monde entier a salué le caractère transparent et démocratique, que le Hamas a gagné les voix de la grande majorité de la population palestinienne. Non seulement il ne s'est pas « emparé » du pouvoir, mais il a immédiatement accepté de former un gouvernement d'union nationale, dans lequel les vaincus – le Fatah et ses supporters – étaient surreprésentés.

Le Hamas a mis fin au gouvernement d'union nationale.

Faux : c'est le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui, sous la pression de l'administration américaine, a constitué à Ramallah un gouvernement parallèle au gouvernement démocratique d'Ismaël Haniyeh, que les membres du Fatah ont aussitôt quitté.

Le Hamas a déclaré la sécession de Gaza et a rompu tout lien avec la Cisjordanie.

Faux: c'est Mahmoud Abbas qui, sous la protection de l'armée israélienne et après un coup d'État avorté dans la bande de Gaza et la fuite de ses troupes en Égypte, a retiré son administration. En rompant tout lien avec la bande de Gaza, il acceptait que celle-ci soit considérée par Israël et la communauté internationale comme une «entité hostile» (*sic*), à savoir une zone où vivent plus d'un million et demi de femmes, hommes, enfants et vieillards, dont les droits les plus élémentaires, à commencer par le droit à l'alimentation et aux soins médicaux, sont niés.

On ne peut reconnaître le gouvernement Hamas, car il est responsable d'attentats terroristes...

Faux, archifaux: depuis quatre ans, le Hamas respecte scrupuleusement une trêve unilatérale, et les (rares) attentats ainsi que les roquettes tirées du nord de la bande de Gaza sont surtout le fait... des brigades Al-Aqsa, liées au Fatah.

Si Gaza est le «Hamaland», la Cisjordanie, elle, est le «Fatabland».

A-t-on oublié qu'aux dernières élections législatives, le Hamas a largement remporté le scrutin en Cisjordanie également? Et que si les troupes de Mahmoud Abbas y imposent l'ordre, c'est parce que l'organisation islamiste a fait le choix d'empêcher coûte que coûte une dégradation qui pourrait mener à la guerre civile? Le jour où le Hamas

décidera de changer de politique et de prendre le pouvoir (qui lui revient de droit) ce ne sont pas les gangs du Fatah qui l'arrêteront.

Ces mystifications qui nous accompagnent depuis des années constituent la toile de fond de l'information quotidienne et du discours des politiciens. Des mystifications identiques ont accompagné l'agression israélienne au Liban ou encore ce qu'on a appelé «la seconde Intifada». Contrairement à ce que ne cessent de répéter les médias, c'est Israël, et non le Hezbollah, qui, en juillet 2006, a commencé à bombarder la ville de Tyr et les villages du Sud-Liban, et c'est ensuite que le Hezbollah a décidé de lancer ses roquettes sur les localités du nord d'Israël. Quant à la «seconde Intifada», je la mets intentionnellement entre guillemets car, contrairement à la première, elle n'est pas un soulèvement palestinien mais la conséquence directe d'une offensive israélienne, véritable reconquête, planifiée de longue date par Benyamin Netanyahou, Ehoud Barak et Ariel Sharon, pour mettre fin au processus d'Oslo, auquel ces trois Premiers ministres s'étaient toujours opposés.

Si cette propagande mensongère trouve une oreille réceptive, y compris auprès d'hommes et de femmes de gauche, c'est parce qu'elle entre en résonance avec l'idéologie du «choc des civilisations» qui a depuis longtemps sa place dans les cercles occidentaux que l'on dit progressistes.

Souvent enrobée de féminisme et de laïcité, l'islamophobie est venue prendre la place de l'ancien antisémitisme, passé de mode. «Islamofascisme» remplace «judéo-bolchevisme» et l'on colle soudain «judéo» à chrétien pour exclure le musulman qui est devenu l'Autre de l'Occident. Il va sans dire que les dirigeants communautaires juifs collaborent activement à cette construction de guerre qu'est le concept de «civilisation judéo-chrétienne», et se portent volontaires pour être en première ligne de la croisade islamophobe : pour être enfin accepté dans le « nous » occidental, il faut évidemment faire allégeance à la politique d'exclusion du musulman.

Quand Samuel Huntington publie *Le Choc des civilisations*, il ne sait sans doute pas encore qu'il suggère ainsi un cadre stratégique aux visées impériales des néoconservateurs américains. Il croit décrire une situation, alors qu'en fait, il indique une route à suivre et une idéologie pour la justifier. Il suffit d'écouter les propos du président de la République française, rapportés par Jean Quatremer (*Libération*, 19 novembre 2007) : «Nicolas Sarkozy se serait livré à une véritable diatribe antimusulmane devant ses invités... Le chef de l'État s'est lancé dans un discours confus d'une vingtaine de minutes, dans un langage très dur, très familier, choquant pour tout dire, [contre le] trop grand nombre de musulmans présents en Europe et leurs difficultés d'intégration.» Les Premiers

ministres suédois et irlandais, toujours selon *Libération*, «ont retiré la désagréable impression que Sarkozy, non seulement avait un sérieux problème avec les musulmans, mais avait du mal à maîtriser ses nerfs» et qu'il «aurait décrit de façon apocalyptique le “choc de civilisation” qui oppose les musulmans à l'Occident».

Tout ceci n'est pas anodin : longtemps, la France a tenté de faire barrage à la croisade civilisationnelle des conservateurs et néoconservateurs américains, ou du moins de ne pas y prendre part. La nouvelle politique extérieure de Nicolas Sarkozy représente une rupture après un demi-siècle d'une stratégie dont de Gaulle avait tracé les grandes lignes, et qui se caractérisait par une autonomie relative face aux visées impériales étatsuniennes. La visite d'allégeance de Sarkozy à Bush et les déclarations scandaleuses de Bernard Kouchner sur l'Iran marquent le ralliement de la France à la croisade antimusulmane et au projet de la guerre globale, préventive et sans fin des néoconservateurs et des intégristes évangélistes.

Le principal problème n'est pas la politique et l'idéologie des néoconservateurs français, mais les dégâts que provoque cette idéologie dans le mouvement social et dans la gauche : sous couvert de laïcité ou de féminisme, le racisme a repris ses droits dans une partie de la gauche. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les arguments utilisés pour dénigrer l'islam et les comparer au discours de cette

même gauche envers le judaïsme. A-t-on entendu les croisés du féminisme anti-islamiste et autres laïcards dénoncer avec la même vigueur le foulard que portent nombre de juives pratiquantes (ou de nonnes catholiques)? Les entend-on parler des rabbins comme «des barbus»? Osent-ils dire que la religion juive est «intrinsèquement hostile au progrès, à la laïcité ou aux droits des femmes»? Féminisme ou laïcité à géométrie variable: cela s'appelle le racisme, le vieux racisme antimusulman qu'on a dû cacher pendant quelques décennies mais qui n'a jamais vraiment disparu du discours de la gauche européenne.

Hamas et Fatah

La stratégie néoconservatrice américaine vise à mettre en place à travers le monde des gouvernements dits modérés, c'est-à-dire des gouvernements à la botte de Washington et de sa croisade pour la «démocratie». Si les peuples veulent pouvoir s'exprimer à travers des élections libres, il est rare que leurs choix coïncident avec ce que la Maison Blanche attend de ces élections.

En l'occurrence, pour Washington et Tel-Aviv, le but des élections législatives palestiniennes était évidemment de conforter le pouvoir du Fatah, parti qui, depuis la mort de Yasser Arafat, est de plus en plus inféodé à Washington et à sa stratégie. Le résultat des élections municipales avait pourtant montré la chute de popularité du Fatah, au pouvoir depuis la constitution de l'Autorité palestinienne (ANP). Les élections législatives ont confirmé le diagnostic: le Hamas a été plébiscité par un peuple palestinien lassé de l'incompétence du Fatah et de la corruption endémique qui le ronge. Si la corruption existait du temps d'Arafat, elle était contrebalancée, si l'on peut dire, par l'existence d'une ligne politique à peu près cohérente.

Avec la mort du président de l'OLP et de l'Autorité palestinienne, il ne reste du Fatah que la corruption, ou presque.

Ce vote sanction provoque une dualité des pouvoirs : le parlement est dominé par le Hamas, et le président Mahmoud Abbas, lui aussi élu au suffrage universel en 2005, est un ennemi juré de la formation islamiste. Il ne l'a pourtant pas toujours été, et c'est tout naturellement qu'il avait accepté de former, avec le Hamas, un gouvernement d'union nationale. Le Hamas trouvait également un intérêt à la formation d'un tel gouvernement : il permettait en effet de poursuivre le processus négocié sans que le Hamas y soit directement mêlé, la diplomatie étant du domaine des responsabilités présidentielles.

Contrairement à une image sciemment répandue, le Hamas n'est pas un groupe de fanatiques (stéréotype raciste ?) mais une organisation politique plutôt modérée, tant dans sa politique extérieure que dans sa politique domestique. Si ses dirigeants n'ont pas l'intelligence stratégique des dirigeants du Hezbollah libanais ni leur ouverture politique (voir par exemple les relations privilégiées que ces derniers entretiennent avec le parti communiste et l'extrême gauche libanaise), ils sont de bons gestionnaires de l'ordre établi. Les très nombreuses municipalités dirigées par le Hamas sont des modèles de gestion propre et efficace, comparées à celles qu'a longtemps dirigées le Fatah.

Le Hamas n'a bien évidemment aucune intention d'imposer la *charia* ni le mode de vie islamique et affirme haut et fort qu'il veut faire respecter le libre choix des citoyens et des citoyennes. Ce qu'il fait, pour l'instant en tout cas.

Une fois le gouvernement d'union nationale mis en place en 2007, sous les auspices de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et à la demande explicite de la « communauté internationale » – pour qui un tel gouvernement était la condition *sine qua non* pour mettre fin au blocus économique et politique des territoires palestiniens occupés –, on pouvait s'attendre à une normalisation de la situation. Et pourtant, le blocus n'a pas été levé. Car, pour les néoconservateurs américano-israéliens et les gouvernements européens qui les suivent fidèlement, l'objectif stratégique n'est pas de neutraliser le Hamas mais de l'éradiquer. Leur méthode est celle qu'ont toujours utilisée les puissants de ce monde... et qui a presque toujours échoué : faire pression sur le peuple, par le chantage à la faim et au chaos, pour qu'il change la direction dont il s'est démocratiquement doté.

Le peuple palestinien a la tête dure : ni les pressions internationales, ni le blocus israélien ne parviennent à le faire changer d'avis, d'autant plus que les autorités israéliennes se refusent à faire les concessions susceptibles de donner un minimum de crédibilité au président Abbas. Les rares gestes qu'Israël a acceptés, sous la pression de Condoleezza

Rice, sont à ce point insignifiants qu'ils n'ont pu que décrédibiliser encore davantage celui que les Palestiniens perçoivent de plus en plus comme un agent de la politique américaine.

Georges Bush et la CIA décident alors de sortir leur deuxième carte. Puisque les Palestiniens ne sont pas encore mûrs pour la démocratie et qu'ils ont mal voté, il ne reste qu'à leur imposer une nouvelle direction, pour leur bien évidemment et en particulier pour les femmes, prétendument menacées d'un sort identique à celui de leurs sœurs iraniennes. Les Américains donnent donc le feu vert à leur agent dans l'administration palestinienne, le chef de la sécurité préventive, Mohammed Dahlan – dont la milice est entraînée et armée par les États-Unis et l'Égypte avec le soutien tout à fait officiel et public du gouvernement israélien. Il s'agit de renverser le gouvernement légitime par un coup d'État à Gaza. En quelques heures, les voyous qui forment les rangs des « organes de sécurité » de Dahlan sont mis en déroute par les forces du Hamas et par la population de Gaza. Avec l'aide d'Israël, ils sont évacués vers l'Égypte.

Reste alors à jouer la dernière carte, celle du chaos et de la guerre civile : par le biais d'agents infiltrés dans les divers partis politiques, on va provoquer des confrontations de plus en plus sanglantes au sein de la société palestinienne. Des tentatives de fomenter des troubles interconfes-

sionnels – dans la région de Bethléem en particulier où existe une forte minorité chrétienne – avaient déjà eu lieu avant et pendant la première Intifada, sans succès : le sentiment national, mais surtout celui de subir ensemble la même occupation, les mêmes spoliations et la même répression, ont toujours été beaucoup plus forts que les tensions interconfessionnelles (qui sont d'ailleurs souvent l'expression de tensions de classes, les chrétiens étant, souvent, mieux lotis que la majorité des Palestiniens musulmans).

Ayant échoué dans leurs tentatives de diviser la communauté palestinienne sur des bases confessionnelles, les Israélo-Américains et leurs alliés au sein de la classe politique palestinienne essaient donc de provoquer un clash politique entre les bases populaires du Hamas et celles du Fatah. Mais là aussi, ils se heurtent à la cohésion interne de la société palestinienne, qui a fortement intériorisé les effets dévastateurs des guerres civiles en Irak et surtout en Algérie : « Nous ne serons pas l'Algérie ! » répètent obsessionnellement les militants palestiniens, toutes tendances confondues. D'autant plus que c'est souvent dans la même famille que l'on trouve à la fois des militants du Fatah et du Hamas : une guerre entre les deux courants serait littéralement une guerre fratricide.

Une autre raison qui permet d'expliquer l'échec des tentatives de provoquer une guerre civile généralisée est l'état de décomposition avancée du Fatah

qui, contrairement au Hamas, n'est plus une organisation centralisée, mais un ensemble de groupes et de gangs armés qui n'ont en commun que la référence au nom de leur parti et de son fondateur, Yasser Arafat.

Si des conflits sanglants entre Fatah et Hamas ont bel et bien eu lieu – en général à l'initiative du Fatah, particulièrement à Gaza – ils sont restés circonscrits aux milices de ces deux organisations, épargnant ainsi leurs bases populaires respectives. On peut donc parler de conflit politique et non de guerre civile.

Abou Mazen (Mahmoud Abbas)

C'est à Gaza que je l'ai rencontré pour la première fois. C'est là que, comme Achille, il s'était retiré, vexé d'avoir été exclu des négociations palestino-israéliennes dont il avait pourtant été le pionnier. En marge des rencontres initiées par l'équipe d'Abou Mazen, Arafat avait ouvert des négociations secrètes qui allaient déboucher sur les accords d'Oslo. J'étais avec Uri et Rachel Avneri et quelques autres amis, dont la cinéaste Simone Bitton, qui connaissait depuis longtemps Mahmoud Abbas : elle l'avait filmé dans un documentaire consacré aux premières rencontres entre Israéliens et Palestiniens. Nous étions en plein processus d'Oslo et Abbas, numéro deux de l'OLP, n'avait pas assez de mots pour dénoncer ce qu'il considérait comme un piège redoutable... jusqu'à ce qu'il y soit lui-même intégré. Il nous expliqua longuement pourquoi des négociations dont les objectifs n'avaient pas été clairement définis ne pouvaient déboucher que sur un protectorat israélien, et que les accords intermédiaires risquaient fort de devenir le cadre des accords définitifs.

Abou Mazen est un homme affable et simple, avec le charisme d'un secrétaire de mairie d'une petite ville de province. Le contraire du grand charmeur qu'était Yasser Arafat, dont même les opposants reconnaissaient l'ascendant sur son peuple et ses interlocuteurs. Quelques semaines après que le président de l'OLP eut échappé à un accident d'avion, une de mes amies demanda à un des dirigeants du Fatah qui aurait pris la place du leader s'il avait disparu dans cet accident. Face au mutisme de notre interlocuteur, elle suggéra : « Abou Mazen ? » Ce qui provoqua un éclat de rire : « Abou Mazen ? ! Je vais vous raconter une anecdote : il y a quelques semaines, je lui rendais visite dans sa villa de Gaza, et après une petite demi-heure, je m'étonnais qu'il ne m'ait pas servi de café. Je lui dis : "Abou Mazen, tu ne m'offres pas de café ?" Il s'excusa et alla lui-même préparer le café. Et savez-vous ce qu'il m'a apporté ? Du Nescafé ! Un homme qui sert du Nescafé à ses hôtes ne peut pas être le remplaçant d'Abou Amar [Yasser Arafat] ! » Abou Mazen n'est pas un leader et ne soulève pas les foules, c'est le moins que l'on puisse dire.

Et pourtant, à la mort de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas est devenu le dirigeant du mouvement national palestinien et le président de l'Autorité palestinienne. C'était le choix des Américains et des Israéliens, mais aussi celui du peuple palestinien qui voyait en lui à la fois une continuité et une rupture avec ce qui énervait gra-

vement les Israélo-Américains : plus de *battle-dress* ni de déclarations sur Jérusalem-la-sainte, capitale éternelle de l'État de Palestine, mais un complet trois-pièces et un langage de modération... ce qui n'a pas empêché le gouvernement Sharon de le boycotter lui aussi.

« Contrairement à Arafat l'intransigeant, Abbas est malléable » disent les commentateurs israéliens, rarement avec respect. Qu'il veuille le bien de son peuple, ce n'est pas douteux, comme Pétain voulait certainement le bien de la France et croyait, après la débâcle, que la collaboration avec l'Allemagne en serait le moyen. Quand le regretté Edward Saïd comparait Yasser Arafat à Philippe Pétain, j'ai eu avec lui de longues discussions et je crois avoir contribué à ce qu'il cesse d'utiliser cette mauvaise comparaison. Le sort de Yasser Arafat au cours des dernières années de sa vie, son assignation à résidence pour avoir refusé de capituler à Camp David confirment que, s'il était prêt à faire des compromis douloureux, il existait des limites qu'il refusait de franchir : celles au-delà desquelles l'aspiration à la souveraineté nationale se transforme en collaboration pure et simple avec l'occupant, et surtout en guerre civile. Yasser Arafat restera dans l'histoire comme celui qui a refusé la guerre civile, au prix de sa neutralisation politique par la communauté internationale.

Avec Abou Mazen, ces limites semblent avoir disparu. Pour le président de l'OLP, les États-Unis,

et eux seuls décident de ce qui est réaliste et réalisable, et le mouvement national palestinien n'a pas d'autre choix que d'accepter l'alignement sur Washington. Dans la politique de guerre globale qui est celle de l'administration néoconservatrice américaine, l'alignement d'Abbas a des implications tragiques : il remplace la lutte contre l'occupation par la répression contre le Hamas, courant majoritaire, rappelons-le, dans l'électorat palestinien.

Qui pourrait imaginer Yasser Arafat se rendant à la résidence du Premier ministre israélien pour un dîner convivial, se faisant bécoter, à l'entrée et à la sortie, devant les chaînes de télévision internationales, et cela au moment où la population de Gaza est soumise à un siège total qui provoque une véritable crise humanitaire ?

Cette semaine, je regardais sur la première chaîne de télévision israélienne un reportage sur les nouvelles forces de sécurité du président palestinien. On y voyait d'abord les miliciens apprendre l'hébreu et expliquer qu'il était prioritaire de communiquer avec les forces de police israéliennes. Ensuite, lors d'un raid contre une institution culturelle liée au Hamas, le chef des miliciens du Fatah était fier d'annoncer aux journalistes israéliens que tous les livres y avaient été détruits, y compris... les exemplaires du Coran. Le programme se terminait par un interrogatoire, en direct, du directeur de cette institution – copie conforme des interrogatoires israéliens que certains des interroga-

teurs avaient certainement subis dans une phase antérieure de leur vie. J'ai eu envie de vomir.

Je ne suis pas de ceux qui utilisent le terme « colabo » à la légère, et je sais faire la distinction entre compromis et compromission. J'ai donc pris mon temps pour l'affirmer : en coupant les liens entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, et en appelant les Israéliens à renforcer l'isolement de cette dernière, Abou Mazen a franchi une limite, et la question est de savoir jusqu'où il est prêt à aller. Car la compromission est une logique sans fin, et le président palestinien est en train d'en faire l'expérience : après avoir accepté de prendre le risque d'une guerre civile et avoir cassé l'Autorité palestinienne, on exige de lui qu'il accepte un État palestinien dans des frontières provisoires qui amputeront la Cisjordanie de 10 à 15 % de son territoire et que, par ailleurs, il reconnaisse l'État d'Israël comme « État juif » ou comme « État du peuple juif ». Ce n'est plus un État constitué que le dirigeant palestinien doit reconnaître, mais le projet sioniste lui-même et sa légitimité.

La population de Cisjordanie est sortie massivement dans la rue ces derniers jours pour exprimer son rejet de nouvelles compromissions. Mais là aussi, Abou Mazen a montré qu'il était prêt à aller très loin pour satisfaire ses nouveaux amis : il a ordonné de tirer sur les manifestants, faisant un mort et plus d'une centaine de blessés à Hébron.

Abou Houmous, le chauffeur de taxi palestinien

qui emmène l'équipe du Centre d'information alternative¹ de Jérusalem à Bethléem, est un expert pour contourner le mur et les barrages. Il est aussi cadre du Fatah, très populaire dans son quartier d'Issawiyeh à Jérusalem-Est. Depuis quelques jours, il a affiché dans son taxi un grand portrait de Yasser Arafat, ce qui n'est pas sans lui poser des problèmes lors des contrôles de l'armée israélienne. À ma question : « Pourquoi soudain le portrait du Raïs, deux ans après sa mort ? », il a répondu : « Pour nous rappeler que nous avons eu des dirigeants qui étaient prêts à risquer leur vie et leur liberté pour sauvegarder notre souveraineté et notre dignité, et que de sa tombe, Abou Amar est en train de maudire celui qui dilapide son héritage et vend nos droits légitimes pour une demi-portion de *falafel*. » Ainsi a parlé Abou Houmous, fidèle porte-parole du peuple de Palestine.

1. L'Alternative Information Center (AIC) est une organisation israélo-palestinienne dont la mission est la dissémination d'information, de recherches et d'analyses politiques sur les sociétés israélienne et palestinienne et sur le conflit qui les oppose.